

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

***La France laisse-t-elle tomber l'Europe ?***

*Le CGE d'AREVA demande au Président Nicolas Sarkozy d'arbitrer pour le maintien de T&D dans le Groupe AREVA*

Lors de la réunion du Comité de Groupe Européen d'AREVA du 24 novembre 2009, les représentants des 15.000 salariés européens d'AREVA, provenant de 13 pays, ont été informés de l'état de la procédure de vente d'AREVA T&D.

Le Comité de Groupe Européen reste plus que jamais hostile à la vente d'AREVA T&D et a été consterné d'apprendre qu'aucune des trois offres de reprises ne tient compte des préoccupations sociales des salariés. Cela est inacceptable.

C'est pourquoi le CGE a suspendu la réunion car il n'accepte pas l'incertitude pesant sur l'avenir des salariés d'AREVA T&D et attend des réponses claires du gouvernement français.

Le principe même de la vente est une ineptie sur le plan industriel et représente une dilapidation du patrimoine.

L'option de GE ou Toshiba ferait fi de toute analyse stratégique et industrielle pour l'Europe. Quant à l'offre du duo Alstom / Schneider, c'est objectivement la plus destructrice d'emplois.

Il est révoltant que le gouvernement français persiste dans sa démarche alors que rien n'exige une telle prise de risques dont les salariés et l'industrie européenne seront les victimes.

La seule solution socialement et industriellement admissible pour l'ensemble des salariés d'AREVA est le maintien de T&D dans le Groupe AREVA.

Le CGE demande à l'Etat français, actionnaire principal, de conserver le Groupe AREVA sous sa forme actuelle. C'est la seule configuration qui permet de maintenir l'emploi et la Recherche & Développement en Europe.

Le CGE est déterminé à se battre jusqu'au bout pour que T&D ne soit pas vendu.